L’Europe dévoile les premiers contours de sa stratégie de sécurisation

**La Commission européenne a présenté jeudi 17 mars les grandes lignes de sa stratégie destinée à renforcer son industrie pour qu’elle soit en mesure de rivaliser avec les États-Unis et la Chine dans la fabrication de produits pour les technologies propres et l'accès aux matières premières nécessaires à la transition écologique.**

La loi sur les Matières premières critiques, qui fait partie du plan industriel européen « Green Deal », vise à sécuriser les approvisionnements en métaux stratégiques de l'Union européenne pour développer les technologies nécessaires à la décarbonation de l’industrie du continent.

Les investissements mondiaux dans la transition énergétique devraient tripler d'ici à 2030 par rapport aux 1.100 milliards d’euros injectés en 2022, précise la Commission. «*Nous voulons être les leaders dans les industries vertes du futur* », a déclaré le vice-président Valdis Dombrovksis, lors d’une conférence.

Les dirigeants européens se sont fixé comme objectif de produire 10% des matières premières critiques qu'elles consomment, telles que le lithium, ou le cuivre et le nickel de qualité batterie. Concernant ces deux derniers métaux, la Commission européenne propose de les inclure dans sa liste de métaux critiques essentiels à la transition énergétique. La nouvelle liste intègrerait également l'arsenic et le manganèse, tandis que l'indium en serait retiré.

Elle prévoit également de raffiner 40% de ses métaux critiques d'ici à 2030. Le recyclage des métaux critiques y ajouterait 15% d’offre supplémentaire.

S'approvisionner en métaux stratégiques nécessaires à la transition énergétique est un défi, face à la Chine qui fournit près de 90% des métaux rares et 60% du lithium mondial, un élément clé de la fabrication des batteries. La commission a décidé de ne pas dépendre à plus de 65% d’un seul pays tiers pour ses importations de métaux stratégiques.

« *Nous ne sommes pas un continent riche en ressources* », a rappelé Valdis Dombrovksis, ajoutant que, pour beaucoup de matières premières, l'Europe dépend d'un petit nombre de partenaires économiques. « *Ce n'est ni une manière stable ni fiable de construire une industrie du futur. Nous devons de manière urgente diversifier nos approvisionnements.* » Et de poursuivre : «*L'invasion de l'Ukraine par la Russie nous a rappelée les leçons de la pandémie de COVID-19, à savoir que l'Union européenne ne peut pas dépendre d'un seul et unique fournisseur de métaux critiques. Les dirigeants européens considèreront les projets de production ou de transformation des métaux critiques comme des ‘projets stratégiques’, ce qui leur permettra de bénéficier de permis et d'accès à des financements* ». Sur le plan des échanges commerciaux, l'Union européenne va chercher à élargir son réseau de partenaires. Ont été cités l'Australie, le Canada et le Chili.

**Fabriquer ses propres technologies vertes**

L'Union européenne s'est également fixée comme objectif de produire d'ici à 2030 au moins 40% des technologies nécessaires à la décarbonation de l’industrie, telles que l'énergie solaire ou les piles à combustible, notamment en rationalisant l'octroi de permis dans les projets verts.

L’Europe a, d'autre part, annoncé un objectif de captage du carbone de 500.000 tonnes d'ici à 2030. Le captage du carbone est l’une des technologies reconnues par l'Union européenne. Les technologies nucléaires avancées, même si elles sont controversées, font également partie du programme.